



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
MINES-CARRIÈRES

Arrêté préfectoral n° 00 DAI 2M 096  
autorisant le renouvellement et l'extension de la  
carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée  
par la société Les Sables de Brévannes sur le  
territoire de la commune d'Egigny sur une  
superficie d'environ 84 ha.

Le Préfet de Seine et Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié,

Vu le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par  
l'article L.214.3 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de  
premier traitement des matériaux de carrière,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de  
remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté  
ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier  
traitement des matériaux de carrières,

Vu la circulaire du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 16 mars 1998  
relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n° 88 DAE 2 M CAR 023 du 11 juillet 1988 autorisant la société Les Sables de  
Brévannes à exploiter une carrière de sables et graviers sur la commune d'Egigny,

Vu l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2M 030 du 21 avril 1997 autorisant la société Les Sables de Brévannes à  
exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune d'EGLIGNY sur  
une superficie de 50 ha environ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2M 084 du 2 décembre 1998 de prescriptions complémentaires  
concernant la modification des garanties financières de remise en état de la carrière exploitée par la société  
Les Sables de Brévannes (S.D.B.) sur le territoire de la commune d'EGLIGNY,

.../...

Vu la demande en date du 21 juin 1999, complétée le 23 septembre 1999 par laquelle M. CECCARELLI agissant en qualité de Président Directeur Général de la société Les Sables de Brévannes, sollicite l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'EGLIGNY et d'en modifier les conditions d'exploitation,

Vu les avis exprimés au cours de la consultation administrative,

Vu les avis exprimés au cours de l'enquête publique,

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 31 janvier 2000,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 2 février 2000,

Vu l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Ile de France en date du 20 octobre 2000,

Vu l'avis de la commission départementale des carrières émis lors de sa réunion du 06 novembre 2000,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 13 novembre 2000 qui n'a pas formulé d'observation,

Considérant qu'aux termes de l'article L 512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER .....</b>	<b>5</b>
<b><u>Article I-1</u> : Autorisation.....</b>	<b>5</b>
<b><u>Article I-2</u> : Rubriques de classement au titre des Installations classées.....</b>	<b>5</b>
<b><u>Article I-3</u> : Caractéristiques de la carrière.....</b>	<b>6</b>
<b><u>Article I-5</u> : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.....</b>	<b>6</b>
 <b>CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
<b><u>Article II-1</u> : Conformité aux dossiers.....</b>	<b>6</b>
<b><u>Article II-2</u> : Modifications .....</b>	<b>6</b>
<b><u>Article II-3</u> : Contrôles et analyses .....</b>	<b>7</b>
<b><u>Article II-4</u> : Fin d'exploitation.....</b>	<b>7</b>
<b><u>Article II-5</u> : Accidents et incidents .....</b>	<b>7</b>
 <b>CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES .....</b>	<b>7</b>
 <b>SECTION 1 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES .....</b>	<b>7</b>
<b><u>Article III-1</u> : Information du public.....</b>	<b>7</b>
<b><u>Article III-2</u> : Bornage.....</b>	<b>7</b>
<b><u>Article III-3</u> : Eaux de ruissellement.....</b>	<b>8</b>
<b><u>Article III-4</u> : Accès de la carrière.....</b>	<b>8</b>
<b><u>Article III-5</u> : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières.....</b>	<b>8</b>
 <b>SECTION 2 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT .....</b>	<b>8</b>
<b><u>Article III-6</u> : Déboisement et défrichement .....</b>	<b>8</b>
<b><u>Article III-7</u> : Technique de décapage .....</b>	<b>8</b>
<b><u>Article III-8</u> : Patrimoine archéologique.....</b>	<b>9</b>
<b><u>Article III-9</u> : Epaisseur d'extraction .....</b>	<b>9</b>
<b><u>Article III-10</u> : Front d'exploitation .....</b>	<b>9</b>
<b><u>Article III-11</u> : Extraction en nappe alluviale .....</b>	<b>9</b>
<b><u>Article III-12</u> : Exploitation dans la nappe phréatique.....</b>	<b>10</b>
<b><u>Article III-13</u> : Abattage à l'explosif .....</b>	<b>10</b>
<b><u>Article III-14</u> : Remise en état du site .....</b>	<b>10</b>
<b><u>Article III-15</u> : Remblayage de la carrière.....</b>	<b>11</b>
 <b>SECTION 3 : SÉCURITÉ DU PUBLIC.....</b>	<b>11</b>
<b><u>Article III-16</u> : Interdiction d'accès .....</b>	<b>11</b>
<b><u>Article III-17</u> : Distances limites et zones de protection.....</b>	<b>11</b>

SECTION 4 : PLANS.....	12
<b>Article III-18 : Plans.....</b>	<b>12</b>
 <b>CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS .....</b>	<b>13</b>
<b>Article IV-1 : Dispositions générales.....</b>	<b>13</b>
<b>Article IV-2 : Intégration dans le paysage .....</b>	<b>13</b>
<b>Article IV-3 : Pollution des eaux.....</b>	<b>13</b>
<b>Article IV-4 : Pollution de l'air .....</b>	<b>15</b>
<b>Article IV-5 : Incendie et explosion .....</b>	<b>15</b>
<b>Article IV-6 : Déchets .....</b>	<b>15</b>
<b>Article IV-7 : Bruits et vibrations .....</b>	<b>15</b>
<b>Article IV-8 : Transport des matériaux.....</b>	<b>16</b>
 <b>CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES .....</b>	<b>16</b>
<b>Article V-1 : Montant des garanties financières.....</b>	<b>16</b>
<b>Article V-2 : Renouvellement des garanties financières.....</b>	<b>17</b>
<b>Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières .....</b>	<b>17</b>
<b>Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières .....</b>	<b>17</b>
<b>Article V-5 : Absence de garanties financières.....</b>	<b>17</b>
<b>Article V-6 : Appel aux garanties financières .....</b>	<b>18</b>
<b>Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières .....</b>	<b>18</b>
 <b>CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE .....</b>	<b>18</b>
 <b>CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES .....</b>	<b>18</b>
<b>Article VII-1 : Annulation, déchéance.....</b>	<b>18</b>
<b>Article VII-2 : Sanctions .....</b>	<b>18</b>
<b>Article VII-3 : Information des tiers .....</b>	<b>18</b>
<b>Article VII-4 : Remise en état des voiries .....</b>	<b>19</b>
<b>Article VII-5 : Autres réglementations.....</b>	<b>19</b>
<b>Article VII-6 : Délais et voies de recours .....</b>	<b>19</b>

## ARRÊTE

### CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

#### Article I-1 : Autorisation

La Société LES SABLES DE BREVANNES, domiciliée C.R. de la Pâture de la Rivière – 77520 VIMPELLES, est autorisée dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à poursuivre et à étendre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sise aux lieux dits "La Pêcherie", "Le Bois de la Pêcherie", "Le Grand Châtelet", "Le Petit Châtelet", "Champereux", "Le Bois de la Rosière", sur une superficie d'environ 84 ha du territoire de la commune d'EGLIGNY.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 88 DAE 2 M CAR 023 du 11 juillet 1988, n° 97 DAE 2 M 030 du 21 avril 1997 et n° 98 DAE 2 M 084 du 2 décembre 1998 sont abrogées.

#### Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation d'une carrière de sables et graviers sur une superficie de 83 ha 85 a 80 ca	2510-1°	A

A = Autorisation

D = Déclaration

#### **Rubriques de classement au titre de l'eau et des milieux aquatiques (pour mémoire)**

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Prélèvement par pompage de 150 m <sup>3</sup> /h à 800 m <sup>3</sup> /h	2.1.1.	A
Création d'étangs ou de plans d'eau de plus de 3 ha	2.7.0.	A
Carrière alluvionnaire d'une superficie supérieure à 500 m <sup>2</sup>	4.4.0.	A

A = Autorisation

D = Déclaration

### **Article I-3 : Caractéristiques de la carrière**

- Références cadastrales et territoriales en annexe
- Durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état.

- volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :

Le volume maximal annuel extrait est 180 000 m<sup>3</sup>, représentant un tonnage maximal annuel de 300 000 tonnes.

- tonnage total de produits à extraire autorisé :

La quantité totale à extraire autorisée est de 4 000 000 tonnes.

### **Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement : sans objet**

### **Article I-5 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

## **CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article II-1 : Conformité aux dossiers**

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande en date du 21 juin 1999, complété le 23 septembre 1999, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

### **Article II-2 : Modifications**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

### Article II-4 : Fin d'exploitation

L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié.

### Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES**

### ***Section 1 : Aménagements préliminaires***

#### Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### Article III-2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2° - le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### Article III-3 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

### Article III-4 : Accès de la carrière

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Les tombereaux acheminant le tout-venant extrait sur le site vers les installations de traitement et les camions transportant les matériaux traités emprunteront des pistes spécifiques réservées à cet usage.

La part de matériaux traités évacués par la route sera limitée à 20 %.

### Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières

Dans un délai de quinze jours suivant la date de publication du présent arrêté, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Celle-ci est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133.

## ***Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert***

### **A - Déboisement et défrichement**

#### Article III-6 : Déboisement et défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le défrichement des terrains sera réalisé au cours des phases 11 à 15.

### **B - Décapage des terrains**

#### Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.



Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

#### **Article III-8 : Patrimoine archéologique**

L'exploitant prend les mesures nécessaires à la prise en compte du patrimoine archéologique. En particulier, il avertit le Service Régional de Archéologie (6, rue de Strasbourg 93200 SAINT-DENIS) 1 mois au moins avant le début de chaque phase de décapage de la terre végétale.

Les parcelles nouvellement autorisées font l'objet d'une évaluation du potentiel archéologique au moyen de tranchées de sondage.

Le décapage est effectué à la pelle rétro munie d'un godet de curage ou à l'aide de tout autre dispositif d'efficacité équivalente. En cas de mise à jour de vestiges nécessitant une fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

### **C - Extraction**

#### **Article III-9 : Epaisseur d'extraction**

L'épaisseur maximale d'extraction est de 7 mètres.

La cote minimale NGF d'extraction est de 41 m.

#### **Article III-10 : Front d'exploitation**

Les fronts d'exploitation auront une pente maximale de 45°.

#### **Article III-11 : Extraction en nappe alluviale**

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Durant toute la durée de l'exploitation, le pétitionnaire ne pourra supprimer, même momentanément, les zones d'écoulement préférentiel (ruisseau, noue, fossé, etc...). Les stocks de matériaux sont orientés longitudinalement par rapport au sens d'écoulement des eaux de crue.

Tout aménagement complémentaire de la piste reliant le site d'extraction (EGLIGNY) au site de traitement (VIMPELLES) devra faire l'objet d'une demande d'autorisation du Service de la Navigation de la Seine. Ce chemin ne pourra être rehaussé sans ouvrage de décharge.

Les appareils électriques situés sur la zone d'extraction devront être installés à 20 cm minimum au-dessus de la cote de crue 1910 soit 54,70 m NGF normal.

Les clôtures devront exclusivement être constituées par deux fils lisses superposés avec des poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation.

### **Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique**

Le pompage de la nappe phréatique est autorisé pendant les opérations de découverte et de remise en état. L'extraction s'effectuera sans rabattement. Le débit de pompage est limité à 800m<sup>3</sup>/h. Le rabattement est réalisé dans des casiers de superficie inférieure à 4 ha, délimités par un voile semi-étanche.

Des dispositions spécifiques sont observées en cas de rabattement au cours de l'exploitation des phases 8 à 12 :

- le débit du pompage est limité à 100 m<sup>3</sup>/h,
- le rabattement est réalisé dans des casiers de superficie inférieure à 3 ha,
- le débit de l'Auxence est mesuré en continu,
- les fossés de réalimentation éventuellement créés doivent se situer à plus de dix mètres des berges de l'Auxence,
- la distance minimale entre le bord du plan d'eau où s'effectue le pompage et le lit mineur de l'Auxence est supérieure en tout point à 35 mètres.

Le débit de l'Auxence ne doit pas être affecté par le pompage.

Un pont sera réalisé afin de permettre la traversée de l'Auxence par les véhicules transportant les matériaux. Cet aménagement sera supprimé avant la fin de l'exploitation.

### **Article III-13 : Abattage à l'explosif : Sans objet**

## **D - Remise en état**

### **Article III-14 : Remise en état du site**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard 7 mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Elle comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,

- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site,
- création de trois plans d'eau à vocation naturelle et écologique et maintien de berges semi-perméables telles que prévues dans l'étude d'impact,
- création d'une prairie humide entre l'Auxence et le chemin rural n° 15,
- création entre la voie ferrée et le plan d'eau Nord d'un boisement de type chênaie-frênaie.

Les berges de l'Auxence ne doivent pas être modifiées lors des opérations de remise en état.

Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée suivant le plan de phasage et le plan de remise en état joints au présent arrêté. La phase n+3 ne peut être entamée que lorsque la phase n est remise en état. Au cours des phases 8 à 15, la phase n+2 ne peut être entamée que lorsque la phase n est remise en état.

Les cotes de remise en état sont comprises entre 50 et 53 m NGF.

#### **Article III-15 : Remblayage de la carrière**

Le remblayage des carrières est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site ou de la carrière voisine exploitée par la société C.S.S. (terres de découverte, matériaux non valorisables).

### ***Section 3 : Sécurité du public***

#### **Article III-16 : Interdiction d'accès**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des convoyeurs non capotés, des pistes. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Un obstacle matériel doit s'opposer à la circulation de tout autre véhicule lorsque la piste est utilisée par les tombereaux pour acheminer les matériaux extraits vers l'installation de traitement.

#### **Article III-17 : Distances limites et zones de protection**

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la lisière Ouest des parcelles bordant le chemin rural n°4 dit « Des pâtures » sera exploité pour permettre la jonction de cette exploitation avec la carrière voisine.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

#### ***Section 4 : Plans***

##### **Article III-18 : Plans**

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les cours d'eau et plans d'eau.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante.

## **CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article IV-1 : Dispositions générales**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **Article IV-2 : Intégration dans le paysage**

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

La surface en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état ) est limitée à 10ha afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Il est interdit de stocker sur le site des matériaux autres que les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

### **Article IV-3 : Pollution des eaux**

#### **IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles**

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

**I** - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

**II** - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

**III** - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

#### **IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel**

##### **IV-3-2-1 Eaux de procédés des installations : sans objet**

##### **IV-3-2-2 Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)**

**I** - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES	NORME DE RÉFÉRENCE
pH	$5,5 < \text{pH} < 8,5$	
Température	$< 30\text{ }^{\circ}\text{C}$	
MEST	$< 35\text{ mg/l}$	NFT 90-105
DCO sur effluent non décanté	$< 125\text{ mg/l}$	NFT 90-101
Hydrocarbures	$< 10\text{ mg/l}$	NFT 90-114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

**II** - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Le rejet des eaux d'exhaure s'effectue dans la fouille. Une partie de ce débit peut être utilisé pour créer la barrière hydraulique prévue en bordure de l'Auxence.

L'exploitant fait procéder à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures,... ainsi que du débit. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

#### Article IV-4 : Pollution de l'air

L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

#### Article IV-5 : Incendie et explosion

Le site est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### Article IV-6 : Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

#### Article IV-7 : Bruits et vibrations

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

##### **IV-7-1 Bruits**

Les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse,...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 (JO du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE EN DBA	
	PÉRIODE DIURNE	PÉRIODE NOCTURNE
Limite de la zone d'exploitation autorisée	70	50

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré  $L_{Acq}$ .

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent avant le 22 octobre 1997, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.76 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un merlon continu d'une hauteur de trois mètres est constitué en limite Nord du site le long de la voie ferrée durant l'exploitation des phases 8 à 10, sauf dans le cas où le niveau du terrain naturel est inférieur de plus de trois mètres par rapport au niveau de la voie.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les ans. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante.

#### **IV-7-2 Vibrations**

Les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article IV-8 : Transport des matériaux**

Les matériaux extraits sont acheminés aux installations de traitement par une piste spécifique adaptée à cet usage.

## **CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **Article V-1 : Montant des garanties financières**

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.



Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est :

PÉRIODE	1 <sup>ère</sup> période	2 <sup>ème</sup> période	3 <sup>ème</sup> période
PHASES CONCERNÉES	1 à 5	6 à 10	11 à 15
MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES	1537000 F	1115500 F	828500 F
S1	1,6 ha	0,7 ha	3,05 ha
S2	9,1 ha	6,2 ha	3,4 ha
L	300 m	650 m	500 m

Les opérations de remise en état doivent être conduites de telle sorte que le coût de remise en état à un instant donné n'excède pas le montant défini dans le tableau ci-dessus.

#### **Article V-2 : Renouvellement des garanties financières**

Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

#### **Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

#### **Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

#### **Article V-5 : Absence de garanties financières**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.

#### **Article V-6 : Appel aux garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.
- 
- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

#### **Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières**

L'exploitant fournira au 1er février de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et S3 (ou L) de l'année N.

### **CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE**

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

<b>Articles</b>	<b>Documents</b>	<b>Périodicité/Echéance</b>
III-18	Plan de la carrière et annexes	1 <sup>er</sup> février année n+ 1
IV-3-2-2	Contrôle des effluents aqueux	1 <sup>er</sup> février année n+ 1
IV-7-1	Contrôle des niveaux sonores	1 <sup>er</sup> février année n+ 1
V-7	Suivi des garanties financières	1 <sup>er</sup> février année n+ 1

### **CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article VII-1 : Annulation, déchéance**

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **Article VII-2 : Sanctions**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'environnement.

#### **Article VII-3 : Information des tiers**

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie d'EGLIGNY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie d'EGLIGNY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal

de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### **Article VII-4 : Remise en état des voiries**

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la voirie des collectivités locales, notamment l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 et la loi du 2 août 1960.

#### **Article VII-5 : Autres réglementations**

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

#### **Article VII-6 : Délais et voies de recours**

(Article L 514.6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE VII-7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- au demandeur,
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Messieurs les Maires de Egligny, Vimpelles, Gravon, Balloy, Châtenay sur Seine, Bazoches les Bray, Donnemarie Dontilly, Luisetaines, Saint Sauveur les Bray,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 16 novembre 2000

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : François-Xavier CECCALDI

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation

Le Chef de Bureau



Catherine BONNEAU

# **ANNEXE de l'Arrêté Préfectoral SABLES de BREVANNES à EGLIGNY**

<b>Section</b>	<b>Lieu-dit</b>	<b>N° parcelle</b>	<b>Renouvellement/Extension</b>
A	Le Grand Châtelet	90	R
A	Le Grand Châtelet	91	R
A	Le Grand Châtelet	92	R
A	Le Grand Châtelet	93	R
A	Le Grand Châtelet	94	R
A	Le Grand Châtelet	95	R
A	Le Grand Châtelet	96	R
A	Le Grand Châtelet	97	R
A	Le Grand Châtelet	98	R
A	Le Grand Châtelet	99	R
A	Le Grand Châtelet	100	R
A	Le Grand Châtelet	101	R
A	Le Grand Châtelet	102	R
A	Le Grand Châtelet	103	R
A	Le Grand Châtelet	104	R
A	Le Grand Châtelet	105	R
A	Le Grand Châtelet	107	R
A	Le Grand Châtelet	109	R
A	Le Grand Châtelet	110p	R
A	Le Grand Châtelet	111p	R
A	Le Grand Châtelet	112p	R
A	Le Grand Châtelet	113p	R
A	Le Grand Châtelet	114p	R
A	Le Grand Châtelet	115p	R
A	Le Grand Châtelet	116p	R
A	Le Grand Châtelet	117p	R
A	Le Grand Châtelet	118p	R
A	Le Grand Châtelet	119p	R
A	Le Grand Châtelet	120	R
A	Le Grand Châtelet	121	R
A	Le Grand Châtelet	122	R
A	Le Grand Châtelet	124	R
A	La Pêcherie	183	R
A	La Pêcherie	184	R
A	La Pêcherie	187	R
A	La Pêcherie	188	R
A	La Pêcherie	189	R
A	La Pêcherie	190	R
A	La Pêcherie	191	R
A	La Pêcherie	192	R
A	La Pêcherie	193	R
A	La Pêcherie	194	R
A	Le Bois de la Pêcherie	198	R
A	Le Bois de la Pêcherie	199	R
A	Le Bois de la Pêcherie	200	R
A	Le Bois de la Pêcherie	201	R
A	Le Bois de la Pêcherie	202	R

A	Le Bois de la Pêcherie	203	R
A	Le Bois de la Pêcherie	204	R
A	Le Bois de la Pêcherie	206	R
A	Le Bois de la Pêcherie	207	R
A	Le Bois de la Pêcherie	208	R
A	Le Bois de la Pêcherie	209	R
A	Le Bois de la Pêcherie	210	R
A	Le Bois de la Pêcherie	212p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	214p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	215	R
A	Le Bois de la Pêcherie	216p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	217p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	218	R
A	Le Bois de la Pêcherie	219p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	220p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	221p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	222p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	223p	R
A	Le Bois de la Pêcherie	225	R
A	Le Bois de la Pêcherie	226	R
A	Le Bois de la Pêcherie	373	R
A	Le Bois de la Pêcherie	374	R
A	-	CR 10	R
A	-	CR 11	R
A	-	CR 12	R
A	-	CR 13	R
A	La Pêcherie	185	E
A	La Pêcherie	186	E
A	Le Bois de la Rosière	228	E
A	Le Bois de la Rosière	229	E
A	Le Bois de la Rosière	230	E
A	Le Bois de la Rosière	231	E
A	Le Bois de la Rosière	232	E
A	Le Bois de la Rosière	233	E
A	Le Bois de la Rosière	234	E
A	Le Bois de la Rosière	235	E
A	Le Bois de la Rosière	236	E
A	Le Bois de la Rosière	237	E
A	Le Bois de la Rosière	238p	E
A	Le Bois de la Rosière	355	E
A	Le Bois de la Rosière	356	E
A	Le Bois de la Rosière	357	E
A	Le Bois de la Rosière	359	E
A	Le Bois de la Rosière	370	E
B	Champéreaux	271	E
B	Champéreaux	272	E
B	Champéreaux	273	E
B	Champéreaux	274	E
TOTAL	Renouvellement	69 parcelles + 4 CR	
	Extension	22 parcelles	

Emprise du renouvellement  
(AP 97 DAE 2M 030 du 21 Avril 1997)

Emprise de l'extension

Zone conservée en l'état

Phases d'exploitation

0 100 m



COMMUNE DE VIMPELLES

COMMUNE DE BALLOY

Les Sables de Brévannes  
Carrière d'Egligny

Le 15 septembre 2000

